



2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Pouvoir Adjudicateur : Ministère des armées

STM – Pôle des Ecoles Méditerranée – Site de la Renardière –

Changement du modulaire vie sur le pas de tir

Date du marché :	Cadre réservé au nantissement :
Montant : € T.T.C	
Cadre imputations réservé au SID Méditerranée	
Code GM : 36.05.02	N° Service exécutant : D1076EY083
Code CPV : 44211100-3	N° Immeuble G2D :
N° EJ :	N° Composant G2D : 830137046Y0062
N° Prestation / COSI : 15019 / 165	Unité ESID Bénéficiaire : PEM

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et
R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur : L'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Pierre-Jean RONDEAU, Directeur du SID Méditerranée désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié

Maître d'œuvre : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée – BCRM TOULON -SID MEDITERRANEE- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9 – représenté par le chef de

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2123-4 à R. 2191-61 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique : **Chef de service chargé des dépenses SID-MED/PLN/BED – BCRM TOULON - SID MEDITERRANEE- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9**

Ordonnateur : Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la défense Méditerranée – BCRM TOULON -SID MEDITERRANEE- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Comptable public assignataire des paiements : Directeur départemental des finances publiques des Landes – Direction en charge de la gestion publique Division Etat – 23, rue Armand DULAMON – BP 309 – 40011 MONT-DE-MARSAN

Correspondant PME/PMI : ICD HC Laurent SANCHEZ

Titulaire :

ACTE D'ENGAGEMENT – CAHIER DES CHARGES

1. CONTRACTANTS¹

Je soussigné (nous soussignés),

Monsieur (Nom et prénoms)

- agissant en mon nom personnel

- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

.....

- ayant son siège social (adresse complète, numéro de téléphone et adresse courriel) :

.....

.....

- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone et adresse courriel) :

.....

.....

Courriel

numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

me présente (nous présentons)²:

☐ seul

☐ en groupement solidaire. Le mandataire est :

☐ en groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de l'ensemble du groupement. Le mandataire est :

m'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à réaliser les fournitures dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

déclare être une P.M.E.³ :

☐ OUI

☐ NON

¹ Article 1 à multiplier et compléter par l'ensemble des membres du groupement éventuel

² A préciser par le candidat

³ Au sens de l'article R. 2151-13 ou R. 2351-12 du code de la commande publique.

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

2. OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'objectif de ce projet est de remplacer un bâtiment modulaire déjà existant (trentaine d'années) d'espace de vie du personnel travaillant sur le pas de tir du site de la Renardière (ST MANDRIER/s MER). Ce projet permettra de garantir un environnement de vie sain et conforme aux normes d'hygiène pour le personnel affecté et de rénover le parc de matériel de ce site.

3. EVALUATION DES TRAVAUX

L'évaluation de l'ensemble des travaux définis au paragraphe 2 ci-dessus résultant du détail estimatif joint au présent marché est :

Total H.T.	€
T.V.A. 20 %	€
<hr/>	
Total T.T.C	€

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les actes spéciaux. Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fera parvenir au représentant de l'administration les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation ou de son refus motivé,

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler à chaque sous-traitant concerné ; ces sommes incluent la TVA.

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire ci-dessous :

☐ le titulaire refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 5 du présent marché.

4. DELAIS

Les prestations seront exécutées dans les délais ci-dessous :

- Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est prévu une période de préparation d'une durée de 15 jours dans le délai d'exécution. La période de préparation débutera à compter de la notification du marché ;
- Installations de chantier : 1 semaine
- Etudes et travaux préliminaires : 3 semaines ;
- Fourniture et pose du nouveau modulaire (y compris raccordement) : 2 mois.

Soit un total d'une durée de 4.5 mois pour tout le marché, période de préparation incluse, début à compter de la notification du marché.

5. CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

- Outre le présent acte d'engagement/cahier des charges avec ses documents annexés, le marché est régi par les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux vigueur à la date de signature du présent marché ;
- Les prix sont fermes et non actualisables. Le paiement est effectué :
 - sur la base du métré contradictoire des quantités réellement exécutées du présent marché ;
 - sur la base du forfait du présent marché.⁴
- Une facture mensuelle pourra être produite.
- L'avance est de 50 % et sera portée à 20% pour les PME au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.
Cette avance sera versée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique si la part du marché non sous-traitée atteint 50 000 euros HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.
- Il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- En cas de résiliation du marché, il sera fait application de l'article 50 du CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux).

5.1.1 PERSONNES A CONTACTER

ICDD Caroline STHAL-JACQUET 06 50 24 29 10

Caroline.sthal-jacquet@gmail.com

5.1.2 AUTORISATIONS D'ACCES

Avant le début des prestations, le titulaire devra fournir la liste (nom, prénom, nationalité) des personnels ainsi que celle des véhicules qu'il compte employer sur le chantier.

- Il devra fournir le plus en amont possible :

Le formulaire de contrôle primaire (version en vigueur) dûment renseigné au format natif et au format pdf signé à la cellule traitant des enquêtes de sécurité :

esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intradef.gouv.fr

- un dossier de demande d'accès pour chacun des personnels.

Coordonnées de la cellule accès : Mail : esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Le délai indicatif d'obtention des autorisations d'accès varie de 1 semaines à 2 semaines.

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Les personnels des entreprises devant se rendre sur la Renardière devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

5.1.3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

- a. Les prix sont hors T.V.A. Ils sont établis en tenant compte des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel des armées à travers les installations.
- b. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.
- c. Les frais de consommation d'eau et d'électricité pour les branchements réalisés sont à la charge de l'administration.

d. **Mode de transmission des demandes de paiement sur projets de décompte :**

Les projets de décompte mensuels et les pièces jointes doivent obligatoirement être déposés via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont accessibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

En cas de besoin d'une assistance sur la plateforme, trois possibilités sont offertes :

- **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).

- **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés)

- **Saisir une sollicitation :**

- En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro ;

- En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro ».

La fiche d'identité du marché dont les informations sont indispensables pour le dépôt des projets de décomptes mensuels via le portail Chorus Pro sera notifiée par ordre de service après notification du marché.

5.1.4 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Dans le cas où le représentant du maître d'œuvre n'a pas réalisé à sa propre initiative de piquetage général et le cas échéant de piquetage spécial pour les ouvrages souterrains, l'entrepreneur doit provoquer leur réalisation contradictoire si celle-ci est nécessaire.

5.1.5 RECEPTION DES TRAVAUX, RESPONSABILITES ET GARANTIES

La réception ne fait pas l'objet d'un document explicite, elle est réputée acquise le jour de la réception par l'administration du projet de décompte final du titulaire qui donne lieu au règlement définitif des travaux. De ce fait, tout projet de décompte final reçu avant l'achèvement des travaux sera retourné à l'entrepreneur pour nouvel envoi en temps opportun.

Les dispositions des articles 1792 et suivants du Code Civil s'appliquent au présent contrat.

6. ENGAGEMENT

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à

- mes (nos) torts exclusifs, ne pas faire l'objet
- ses torts exclusifs, que la société pour laquelle (le groupement d'intérêt économique pour lequel) j'interviens ne fait pas l'objet

⁴ Choisir le cas

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

d'une interdiction de concourir, au sens des articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique. Je m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et L 1221-10, L 1221-13 et L 1221-15 du code du travail ou des règles équivalentes en vigueur dans les pays où ils sont rattachés.

J'atteste (nous attestons) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 1146-1, L 8221-1, L 8221-2, L 8221-3 et L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du code du travail.

J'atteste (nous attestons) avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L 2242-1 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur avoir satisfait aux obligations fixées par les articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail et m'engage (nous engageons) à produire les documents s'y rapportant si le présent marché m' (nous) est attribué, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et à indiquer, pour un candidat étranger uniquement, l'intention de détacher des travailleurs en France dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au titre des articles R. 2143-3 à R.2143-10 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux frais et risques du titulaire. Les excédents de la dépense résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Je m'engage (nous nous engageons) à mettre en œuvre toute les mesures au titre du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données, règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données essentielles).

J'atteste (nous attestons) également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et m'engage (nous engageons) à m'y (nous y) conformer.

Nom et adresse du chef de l'organisme utilisateur :

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Fait en un seul original

A.....,

le

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé"

Signature(s) de l'(des) entrepreneur(s)

Visas

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Toulon, le

Le pouvoir adjudicateur

Désigné par arrêté ministériel du 22/06/2007 modifié

Pour le directeur du SID Méditerranée et par délégation

Le

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché, le

Signature de l'entrepreneur (mandataire)

Reçu l'avis de réception postal ou de l'accusé de réception de la PLACE de la notification du marché en date du

2	0	2	5	SID-MED	0	3	2	2
---	---	---	---	---------	---	---	---	---